



Déclaration préalable au Conseil d'administration du 4/10/2017

Monsieur le Président du Conseil d'administration,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui aux lendemains d'un Comité technique ministériel budgétaire, au cours duquel le sort des opérateurs sous tutelle de nos Ministères a été évoqué.

L'administration a annoncé la suppression de plus de 100 postes au Cerema en 2018. En proportion, la saignée est près de deux fois plus violente que celle subie par nos Ministères et la pire de tous leurs opérateurs. La purge continue. Et elle empire ! À ce rythme, nous serons en deçà de l'objectif affiché par le Directeur Général pour 2020, objectif qui paraissait déjà catastrophique.

Alors, qu'ont dit les Ministres ? Quelles explications ont-ils donné ?

Que le Cerema, comme Météo France, dispose de marges de manœuvre supérieures aux autres établissements ! Que cette diminution drastique répond à la refonte de ses implantations territoriales. Ou comment justifier le plan immobilier par des baisses d'effectifs, avant de justifier des baisses d'effectifs grâce au plan immobilier !

Quelle spectaculaire démonstration de l'incurie de l'État ! Quelle pauvreté intellectuelle !

Quelle incohérence avec les ambitions affichées dans les feuilles de route d'Élisabeth Borne en matière d'infrastructures, celle de Jacques Mézard en matière d'ingénierie, de logement et de bâtiment ! La casse de l'outil Cerema, c'est aussi la casse des experts de l'État dont certains quittent déjà le navire, qui coule en musique ! C'est sans doute l'objectif, un objectif à peine caché. Comme cela confirme les propos tenus par FO dans cette instance depuis des mois !

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Administrateurs, vous avez rédigé des motions, vous avez écrit aux Ministres, vous avez mobilisé les associations d'élus. Monsieur le Président, vous avez aussi écrit, rencontré des directeurs de cabinet, consulté vos pairs. Au nom des agents que nous représentons, nous vous en remercions. Néanmoins, le Gouvernement n'en a que faire ! Le Gouvernement vous ignore ! Le Gouvernement vous ment et vous méprise !

Comment encore nier l'évidence ? Quelle preuve faut-il de plus ?

Dans cette instance, toutes les décisions sont prises ailleurs et nous ne sommes pas défendus à la mesure des enjeux que porte l'Établissement. En revanche, de la com, des blablas à la télé viennent cacher la misère et la dégénérescence du service public, pourtant garant de l'égalité de traitement des territoires, chère à nos élus !

Comme d'habitude, il faut une catastrophe pour que le Gouvernement prenne conscience de l'importance de certaines de nos missions d'expertise (infrastructure, CRC, bâtiment, etc.). Depuis longtemps, ce n'est plus ici que se prennent les décisions. C'est pourquoi FO a saisi directement la représentation parlementaire du sort qui est réservé au Cerema. Nous n'en resterons pas là.

Les agents du Cerema sont écoeurés et en colère. FO ne souhaite pas cautionner par sa présence cette mascarade ! Nous sommes las des leçons de morale des représentants de l'État.

C'est pourquoi FO ne participera pas à la réunion d'aujourd'hui, afin que l'administration ne puisse pas dire après ce CA une nouvelle fois : « Tout s'est pas bien passé ».

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Administrateurs.

Je vous remercie de ne pas seulement écouter, mais bien d'entendre l'exaspération de nos collègues du Cerema.